

Pour la gouverne du député, je tiens à préciser que le rapport en question n'est pas à vraiment parler une étude du fédéralisme comme tel et ce n'est pas non plus comme il l'a laissé entendre tout à l'heure une liste de 485 ingérences dans des domaines de compétences du Québec. Il s'agit en fait d'une analyse de quelques 500 activités du gouvernement fédéral relatives au Québec sur une période de dix ans. L'étude met l'accent sur la conduite des relations entre les instances fédérales et provinciales au cours de cette décennie. Il conclut, et c'est la partie du document qui a été rendu publique comme le remarquera le député, qu'il reste beaucoup de progrès à accomplir, qu'il faudra davantage de consultations, et qu'il faudra également faire preuve de beaucoup plus de réceptivité à l'égard des aspirations des Québécois et de leurs gouvernements élus.

Je tiens à insister sur le fait que l'ancien gouvernement a fait preuve de beaucoup de courage en décidant de procéder à cette étude. Cela montre que les fédéralistes canadiens, quelle que soit leur allégeance politique, sont capables d'autocritique et sont assez sincères pour chercher des moyens d'améliorer les relations fédérales-provinciales.

● (2220)

Le sommaire qui a été publié recommande un certain nombre de mesures qui sont en accord parfait avec les modifications que nous avons jugées nécessaires lorsque nous formions l'opposition, avant même que le rapport ne soit déposé, parce que nous aussi tenions à adapter le système fédéral aux besoins et aux valeurs de la société canadienne en mutation. Les députés de l'autre côté, doués, nous l'espérons, d'une certaine objectivité, se rendront compte que le gouvernement actuel suit l'orientation qu'il a été jugé essentielle d'adopter.

Nous nous demandons s'il est indiqué de publier le rapport complet maintenant et ce, pour deux raisons. Premièrement, on n'a jamais terminé complètement la rédaction de ce rapport et deuxièmement, lorsqu'on l'a entreprise, les ministères, organismes et personnes qui y ont participé ont exigé l'assurance qu'il resterait confidentiel. Les députés conviendront certainement que la publication d'un rapport incomplet qui présente l'objet d'une révision et que nous nous sommes par surcroît engagés à garder confidentiel n'est pas une affaire à prendre à la légère.

Le problème ne se posait pas en ce qui a trait au sommaire que nous avons publié parce qu'il était rédigé en des termes dont la généralité sauvegardait le caractère confidentiel que nous nous étions engagés à respecter. Ce sommaire est en fait ce que les députés ont appelé la version expurgée du rapport.

[Français]

L'UNITÉ NATIONALE—LE RÉFÉRENDUM DU QUÉBEC—ON DEMANDE DES EXPLICATIONS SUR LA DÉCLARATION DU MINISTRE DES APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES

**L'hon. Jeanne Sauvé (Laval-des-Rapides):** Monsieur le président, si j'interviens ce soir, c'est en raison de l'impossibilité dans laquelle je me suis trouvée d'obtenir une réponse satisfaisante à la question de la participation du gouvernement aux forces fédéralistes qui se regrouperont sous le parapluie du non lors du référendum.

Je commencerai par dire, monsieur le président, que je ne doute pas que le gouvernement ait l'intention de défendre le fédéralisme canadien. Cela me paraît ne pas faire de doute, mais je dirai cependant qu'il a une curieuse façon de défendre

### L'ajournement

le fédéralisme lorsqu'il oscille entre le oui et le non, comme nous avons pu le constater dans les réponses que nous a données le premier ministre aux diverses questions qui lui ont été posées. Il oscille entre le oui et le non, et il refuse, en se prononçant carrément pour le fédéralisme canadien, d'exercer le leadership qu'on est en droit d'attendre d'un premier ministre du Canada. De quoi s'agit-il au fond? C'est qu'au cours d'une conférence de presse, son ministre des Approvisionnement et Services (M. La Salle) a dit en toutes lettres:

Le parti conservateur devrait s'abstenir de militer avec les forces pro-fédéralistes, parce que nous avons des objectifs différents de ceux de M. Ryan.

Voilà des paroles extrêmement ambiguës dans la bouche d'un représentant du gouvernement fédéral. J'ai donc voulu savoir, à la suite de cette déclaration, si le premier ministre entérinerait les déclarations de son ministre des Approvisionnement et Services. Je voulais d'abord savoir si c'était exact que ses objectifs n'étaient pas les mêmes que ceux de M. Ryan, et, deuxièmement, s'il avait l'intention de se ranger avec les forces pro-fédéralistes au cours du référendum. Mais, à ma grande surprise, le premier ministre du Canada a entériné, a appuyé la déclaration de son ministre par la réponse qu'il m'a faite, et je cite dans le *hansard* du 31 octobre. Il a dit:

Il existe des divergences entre le parti libéral au niveau provincial du Québec et le parti conservateur du Canada. J'imagine qu'il en existe également entre le parti libéral du Québec et le parti libéral du Canada.

● (2225)

Il transpose chez nous, chez les libéraux fédéraux, les mêmes hésitations que venait d'exprimer son ministre des Approvisionnement et Services. Je ne peux pas l'accepter, parce que si je ne disconviens pas qu'il peut y avoir des désaccords que j'appellerais mineurs entre la position des libéraux provinciaux et celle des libéraux fédéraux sur les objectifs, nous sommes entièrement d'accord avec les libéraux provinciaux, nous voulons préserver le fédéralisme canadien même avec des transformations, mais essentiellement nous voulons garder le fédéralisme canadien et nous ne pensons pas de plus qu'en l'affirmant de façon catégorique nous blessons le sentiment des Québécois, car il y a des Québécois qui sont fédéralistes, nous le savons, nous savons même qu'ils sont majoritaires dans la province de Québec. Mais le gouvernement, pour des raisons que je pourrai peut-être expliquer un peu plus loin, semble éprouver une très grande pudeur à exprimer ses sentiments fédéralistes comme s'il était inhibé par un intérêt politique inavoué, je dirais peut-être surtout inavouable. Qu'est-ce qui le retient donc de déclarer sans équivoque qu'il est solidaire des forces fédéralistes du Québec? Au fond c'est tout ce que je lui demandais de se déclarer solidaire des forces fédéralistes du Québec. Je n'ai pas obtenu de réponse satisfaisante à cette question-là.

Je me suis dit que peut-être certains de ces ministres, surtout dans le Québec, avaient certaines dettes électorales à payer, étant donné les circonstances, car nous savons tous qu'au cours de la campagne électorale le mot d'ordre du Parti québécois c'était que dans les grands centres il fallait appuyer les progressistes conservateurs et dans les centres ruraux les créditistes. Par conséquent, c'est peut-être pour payer sa dette que ce ministre fait des déclarations aussi ambiguës. On sait que pendant la campagne électorale, l'ennemi par-dessus tout, c'était le libéral, c'était Pierre Elliott Trudeau, le grand défenseur de l'unité nationale. Mais aussi, pour ceux qui ont suivi de très près la campagne électorale, on sait que dans Joliette, le